Cinquantième année. - N° 171 A 7 septembre 2017

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES

ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Premier ministre
Direction de l'information légale et administrative

Standard 01-40-58-75-00
Annonces 01-40-58-77-56
Accueil commercial 01-40-15-70-10
Télécopie 01-40-58-79-14

BODACC « A »

Annonce n° 193

2B – HAUTE-CORSE

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BASTIA

Ventes et cessions

828 060 640 RCS Bastia.
JBS.
Forme : Société par actions simplifiée.
Administration : Président : GIAMARCHI Jean-Baptiste.
Capital : 3000 EUR.
Adresse : 1, rue Abbatucci, 20200 Bastia.
Origine du fonds : Etablissement principal acquis par achat au prix stipulé de 90000 Euros..
Etablissement : Etablissement principal.
Activité : Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé en armurerie, vente d'armes munitions, autres matériels, vêtements et équipements de chasse, de tir ou de loisirs. Réparation d'armes, munitions autres matériels vêtements et équipements de chasse de tir ou de loisirs.
Adresse : 1, rue Abbatucci, 20200 Bastia.
Précédent propriétaire : 399 899 475 RCS Bastia. **MARIANI** (Maryse, Berthe, Jeannine). Nom d'usage : FILIPPI.
Date de commencement d'activité : 1er juillet 2017.
Publication légale : l'informateur corse *du* 28 juillet 2017.
Oppositions : Scp Grimaldi Antoine et Jean Yves notaires 2 rue Chanoine Colombani 20200 Bastia- Opposition 10 jours à compter de la présente insertion au bodacc..
Commentaires : Mise en activité de la société Acte du 20/07/2017 enregistré au bureau de Bastia le 21/07/2017 dossier 2017 21673 référence 2017 N 00307 domicile de l'ancien propriétaire Mariani Maryse chemin de Montepiano, maison Lorenzi 20200 Bastia domicile du nouveau propriétaire sas JBS siège social 1 rue Abbatucci 20200 Bastia les oppositions seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publications légales.